

Crise viticole : face à l'insuffisance du plan du gouvernement, le RN porte un projet ambitieux pour la viticulture française

Bordeaux, le 26 novembre 2025

Le plan de 130 millions d'euros annoncé par le gouvernement, le 24 novembre 2025, vise à répondre à l'urgence de la crise viticole. Bien que cette enveloppe constitue un signal de soutien attendu, **elle apparaît insuffisante pour enrayer les difficultés structurelles auxquelles fait face la filière dans toutes les régions viticoles**. Dans son communiqué, le gouvernement confond « non marchand » et « non vendable », une erreur qui révèle une méconnaissance flagrante de la réalité viticole. De plus, annoncer une distillation ciblée vers la seule coopération démontre une vision partielle, limitée et injuste des réalités vécues par l'ensemble des viticulteurs français.

La filière viticole a besoin de mesures bien plus ambitieuses pour répondre à la baisse des revenus, à l'endettement, aux aléas climatiques, à la chute des exportations face à une concurrence étrangère accrue, ainsi qu'à une administration trop complexe qui freine les investissements et l'activité des exploitations.

Dans ce contexte, le Rassemblement National appelle à une stratégie de long terme, articulée autour de trois priorités :

1/ Mieux rémunérer et protéger les viticulteurs, par la garantie de prix couvrant les coûts de production, la modernisation des outils fiscaux, la gestion des stocks, la révision des dispositifs d'arrachage et un renforcement de la protection contre les aléas et les dégradations.

2/ Simplifier drastiquement le cadre administratif et normatif, en supprimant les surtranspositions, en réformant les procédures, en facilitant les transmissions d'exploitations, en rénovant le rôle des SAFER, et en soutenant l'innovation, l'expérimentation et l'adaptation climatique.

3/ Défendre et promouvoir le vin français, par une stratégie d'export ambitieuse, la protection renforcée des appellations, la valorisation du vin français en France, la lutte contre la fraude et la contrefaçon, la modernisation de la promotion, et une meilleure cohérence de l'aménagement du territoire viticole.

Ces orientations constituent les bases **d'un projet alternatif, global et structuré, visant à redonner à la filière une perspective de développement à long terme**, une visibilité, une ambition et une capacité à affronter la concurrence mondiale.

À l'heure où la viticulture française traverse l'une des périodes les plus graves de son histoire récente, **la filière attend une politique plus ambitieuse, cohérente et adaptée à la réalité du terrain**.

Edwige DIAZ

Députée de la Gironde

Vice-Président du Rassemblement National

Membre du groupe d'études vigne et vin

Rémy BERTHONNEAU

Référent du Rassemblement National pour la 12^e
circonscription de la Gironde